

Gilets Jaunes : cahiers de doléances et propositions des patriotes de Résistance républicaine

écrit par Christine Tasin | 3 décembre 2018



Cahiers de doléances et de propositions de Résistance républicaine

Les 5 urgences absolues

- Retour au litre d'essence à 1 euro.
- Macron ne doit pas signer le **Pacte de l'ONU pour des migrations sûres**, ordonnées et régulières les 9 et 10 décembre prochain à Marrakech.
- Referendum pour sortir de l'UE, le Frexit**, sans lequel il n'y aura pas de retour à la souveraineté nationale.
- Mettre un terme au pillage de la France par le versement d'intérêts par l'Etat aux banques privées. **Abolition urgente de la loi de 1973**, et dénonciation du Traité de Lisbonne qui reprend cette obligation dans son article 123 et suivants.

Notre dette est de 2200 milliards, nous avons versé 1450 milliards d'intérêts depuis 1979...

-Mettre un terme à l'islamisation de la France et à l'invasion migratoire.

Pour tout cela, il semble nécessaire d'obtenir la démission ou la destitution de Macron...

Autres propositions, indispensables pour redresser la France et la sortir de la déliquescence dans laquelle nous sommes tombés.

Certaines sont applicables immédiatement, d'autres nécessitent l'abrogation de lois, la dénonciation de traités européens et internationaux, voire la modification de la Constitution

Vie quotidienne : retour à un Etat qui gère sans exploiter le peuple

Retour au carburant à 1 euro.

Baisse de la CSG, baisse des taxes et abonnements aux services d'électricité, de gaz et d'eau. Ces produits de première nécessité ne doivent pas dépendre de sociétés privées qui s'enrichissent sur notre dos mais doivent être gérés par l'Etat sous forme de Régie.

Halte à la répression routière qui considère les Français et comme des vaches à lait et comme des enfants qu'il faudrait prendre au piège (voitures-radars), suppression de points pour des fautes vénielles...

Baisse des impôts et charges des petites et moyennes entreprises de zéro à 500 salariés qui assurent le quart des emplois dans notre pays et créent des emplois alors que les grandes entreprises, multinationales ne le font pas (KPMG 2010).

Diminution du nombre de députés, sénateurs, conseillers régionaux et du train de vie de l'Etat.

Mettre au point la collecte des huiles de friture usées dans la restauration et l'utiliser dans tous les anciens moteurs

diesel au lieu d'obliger les Français à se débarrasser de leurs anciennes voitures sans avoir les moyens d'en acheter d'autres.

Indexation des salaires et retraites sur l'inflation.

Plus aucune subvention pour les associations loi 1905 qui ne peuvent pas remplacer l'Etat dans ses fonctions. L'Etat doit être neutre et impartial, ce qui n'est pas le cas de trop d'associations subventionnées pour faire passer leurs engagements politiques ou idéologiques.

Ecologie

L'imposture écologique doit cesser, nous devons développer le nucléaire, le seul propre à assurer notre indépendance, de l'électricité à faible coût et une pollution minime. Le problème des déchets n'existe plus si l'on en croit les travaux de Gérard Mourou qui a reçu le prix Nobel de Physique pour cela.

Trop de camions, étrangers notamment, sur nos routes et autoroutes, il faut développer le ferroutage, en supprimant le droit de grève, comme dans la police, aux chauffeurs et maintenanciers du fret, afin que les syndicats ne puissent pas paralyser le pays et l'économie à la moindre revendication.

Immigration :

Arrêt, avec rétablissement des frontières nationales, de l'accueil des clandestins et de l'immigration légale qui doit être repensée. C'est à la France de décider de quels spécialistes elle a besoin et qui elle laisse entrer sur son sol.

Fin de l'AME, seules les interventions d'urgence absolues doivent être prises en charge.

Quarantaine obligatoire pour tout immigré venant de pays où sévissent des maladies endémiques comme tuberculose, gale,

rougeole...

Arrêt du regroupement familial.

Allocations familiales et aides sociales réservées aux Français.

Emplois proposés en priorité aux Français et seulement aux étrangers s'il n'y a pas de Français avec le diplôme ou les compétences demandées.

La préférence nationale doit être inscrite dans la Constitution.

Expulsion des délinquants étrangers et de ceux qui ont la double nationalité.

Expulsion des illégaux et abrogation de toutes les procédures interdisant de renvoyer chez eux des illégaux.

Enfermement des « radicalisés » français mettant en danger la vie des autres.

Obligation pour les immigrants vivant en France de respecter le mode de vie des Français et de s'assimiler, sauf à s'exposer à expulsion.

Nettoyage musclé, s'il le faut, des zones de non-droit.

Suppression du droit du sol, n'est français que celui qui a au moins l'un de ses deux parents français ou qui est naturalisé.

La naturalisation doit se faire sur des critères exigeants en terme de maîtrise de la langue, de connaissance de notre culture et de notre histoire, et d'assimilation.

Islam :

Commission parlementaire pour décider si l'islam est compatible ou pas avec la République française et nos textes fondamentaux. Si la réponse est non, interdiction de l'islam en France avec interdiction de toute visibilité de cette dernière dans l'espace public (donc du voile) et interdiction de toute prise en compte de revendication communautariste par les élus.

Fermeture de toutes les écoles coraniques.

Interdiction de l'abattage sans étourdissement.

Etiquette « halal » obligatoire sur la viande importée halal.

Justice :

Dissolution du Syndicat de la Magistrature, licenciement des enseignants en Ecole de la Magistrature, trop politisés, recrutement de nouveaux enseignants et de futurs juges non politisés. Les magistrats, comme les policiers ou les militaires doivent être interdits d'engagement politique.

Revoir l'impunité dont profitent les mineurs, isolés ou pas.

Imposer la suprématie de nos lois et de nos coutumes dans les jugements, il est impensable que la prise en compte de cultures et coutumes différentes des nôtres laissent impunis des délits et crimes comme le viol.

Les délinquants non solvables doivent travailler pour payer les amendes et indemnités.

Administration :

Fin du mille feuilles coûtant trop cher et rendant ingérables administrations et ministères. Fin des comités, commissions et autres collèges de prétendus experts.

Fin des régions administratives qui coûtent très cher à la nation.

Fin des subventions à la presse, afin qu'elle redevienne indépendante et fasse son boulot.

Dissolution du CSA qui entrave la liberté d'expression.

Ecole :

Elle doit être renommée Enseignement national au lieu de Education nationale.

Retour à l'enseignement des fondamentaux, du roman national, de la littérature française.

Fin de l'étude de l'islam.

Préférence nationale : maintien des écoles en zone rurales avec de très faibles effectifs plutôt que de financer des classes dédoublées dans les quartiers où les parents ne font pas d'effort d'assimilation.

Interdiction aux mères voilées d'accompagner les classes en sortie et de travailler bénévolement dans les écoles, dans les bibliothèques etc.

Pas de repas de substitution dans les cantines.

L'école doit redevenir un sanctuaire d'où toute politique doit être chassée. Interdiction à des associations, quelles qu'elles soient, de venir faire leur propagande à l'école.

L'école est un lieu de savoir, d'apprentissage, les élèves n'ont pas à y apprendre à trier les déchets ou à faire du vélo.

Implications immédiates et urgences, afin de retrouver la souveraineté nationale :

Un referendum pour un Frexit immédiatement.

Modifications de la Constitution et des lois :

Referendum obligatoire pour tout sujet important impliquant de grands bouleversements pour le peuple de France :

Entrée ou sortie de l'UE ou de la zone euro, traités internationaux comme le CETA, le Traité de Lisbonne, la COP 21, le Pacte de l'ONU sur les migrations, participation ou pas à l'ONU, à l'OMC, sortie ou pas de l'OTAN, entrée de pays musulmans dans l'UE ou tout autre groupe de pays où se trouverait la France, l'utilisation ou pas des frontières, le changement ou le rétablissement de monnaie, l'immigration, la souveraineté nationale, la vente du patrimoine et des entreprises publiques...

Abrogation de la loi de 1973 nous obligeant à emprunter à

l'étranger au lieu de recourir à la Banque de France.
Dénonciation de tous les traités et accords signés entre les
pays arabes et l'UE engageant la France à accueillir l'islam,
à lui donner une place privilégiée, à respecter et encourager
(et financer !) les cultures d'origine des immigrés.
Autorisation des statistiques ethniques.